



## 16ème législature

<b>Question N° :</b> <b>11747</b>	De <b>M. Alain David</b> ( Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES) - Gironde )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Éducation nationale et jeunesse		<b>Ministère attributaire</b> > Éducation et jeunesse
<b>Rubrique</b> >enseignement	<b>Tête d'analyse</b> >État des lieux de l'EPS à la rentrée 2023	<b>Analyse</b> > État des lieux de l'EPS à la rentrée 2023.
Question publiée au JO le : <b>03/10/2023</b> Date de changement d'attribution : <b>09/02/2024</b> Date de renouvellement : <b>11/06/2024</b> Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Alain David appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur les inquiétudes du syndicat national de l'éducation physique (SNEP) FSU en cette rentrée 2023. En effet, en pleine coupe du monde de rugby et alors que le pays accueillera les jeux Olympiques de Paris à l'été 2024, l'état des lieux de l'éducation physique et sportive (EPS) en cette rentrée est particulièrement préoccupante. Ainsi, en Gironde, le SNEP FSU a recensé 42 établissements où des horaires n'étaient pas assurés dès la rentrée. Cela représente 667 heures hebdomadaires. Une situation incompréhensible quand de nombreux étudiants en STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) souhaitent devenir professeurs d'EPS mais se heurtent à une diminution du nombre de places au concours du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (CAPEPS) qui a diminué de 21 %, passant de 800 à 650 postes entre 2018 et 2023. Une diminution qui, selon le syndicat ne s'explique pas par les effectifs d'élèves qui, dans le même temps, ont augmenté dans le second degré. La baisse des recrutements a entraîné de nombreuses suppressions d'emplois pour l'EPS et des classes de plus en plus chargées. Ainsi, afin de favoriser la pratique sportive et artistique en France, véritable enjeu de santé publique et permettre à tous les heures de cours d'EPS d'être assurées, il lui demande si le Gouvernement prévoit le recrutement supplémentaire de professeurs d'EPS.